

EXECUTIF DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 82 — 762

10 MARS 1982 — Arrêté de l'Exécutif fixant les conditions d'octroi des subventions pour l'achat de matériel sportif

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu l'article 59bis de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 74, 3°, alinéa 2, I;

Vu la loi du 26 juin 1963 relative à l'encouragement de l'éducation physique, de la pratique des sports et de la vie en plein air, ainsi qu'au contrôle des entreprises qui organisent des concours de paris sur les résultats d'épreuves sportives, telle qu'elle a été modifiée par les lois des 4 juin 1971 et 28 décembre 1973, notamment l'article 10;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances en date du 6 février 1981;

Vu l'avis de la section française du Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air donné le 7 octobre 1981;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, 1er alinéa; tel qu'il a été modifié par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'urgence justifiée par le manque de dispositions réglementaires en cette matière et qu'il importe de prendre lesdites mesures dans les délais les plus brefs compte tenu des nombreuses demandes de subvention introduites;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 février 1982, réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Sur la proposition du ministre président de l'Exécutif de la Communauté française et vu la délibération de l'Exécutif du 23 février 1982,

Arrêtons :

Article 1er. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « Ministre », le membre de l'Exécutif de la Communauté française qui a l'éducation physique, les sports et la vie en plein air dans ses attributions;

2° « Administration », l'Administration de l'Education Physique, des Sports et de la Vie en Plein Air, qui relève de l'Exécutif de la Communauté française;

Art. 2. Le ministre ou son délégué peuvent, dans la limite des crédits prévus à cet effet au budget des dépenses du secteur francophone du Fonds National des Sports, accorder des subventions pour l'achat de matériel sportif en vue de favoriser la pratique des activités sportives au sein de la Communauté française. Ils peuvent dans les mêmes limites, consentir un prêt complémentaire à ces subventions.

Art. 3. Peuvent bénéficier de ces subventions :

1° les administrations publiques, ou les associations dépendant directement ou indirectement d'elles, de la région de langue française ou de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, pour l'équipement de leurs installations sportives;

2° les associations chargées de la gestion des installations sportives créées par les pouvoirs publics ou les institutions de droit public de la région de langue française ou de la région bilingue de Bruxelles-Capitale;

3° les fédérations sportives reconnues en application des dispositions du décret du 22 décembre 1977 fixant les conditions de reconnaissance des fédérations sportives ainsi que les cercles sportifs affiliés à ces fédérations;

4° les fédérations, les cercles ou les associations universitaires, scolaires ou parascolaires dépendant directement ou indirectement des universités et des établissements d'enseignement de l'Etat ou subventionnés par l'Etat, appartenant au régime linguistique français, pour les activités sportives qu'ils organisent à l'intention de leurs membres en dehors des horaires normaux de cours;

5° les organisations de jeunesse et d'adultes, reconnues par le ministre pour les activités sportives qu'elles organisent à l'intention de leurs membres;

6° les organisations dépendant directement ou indirectement des forces militaires belges pour les activités qu'elles organisent en République fédérale d'Allemagne à l'intention de leurs membres d'expression française.

Art. 4. Pour bénéficier des subventions visées à l'article 2, les administrations et organismes repris à l'article 3 du présent arrêté doivent répondre ou s'engager à répondre aux conditions suivantes :

1° ne pas poursuivre de but lucratif;

2° avoir leur siège dans la région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale ou, pour les organisations visées à l'article 3, 6°, du présent arrêté, sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne;

3° tenir une comptabilité régulière;

4° introduire une demande de subvention, préalablement à l'achat du matériel sportif dans les formes prescrites par l'Administration;

5° disposer d'installations permettant de pratiquer valablement la ou les disciplines sportives concernées par la demande de subvention et avoir des activités régulières dans cette ou ces disciplines ainsi qu'un nombre suffisant de pratiquants;

6° disposer de locaux permettant l'entreposage du matériel sportif dans de bonnes conditions de sécurité et de conservation;

7° n'utiliser le matériel sportif subventionné qu'aux fins et dans les conditions précisées dans la demande de subvention;

8° accepter le contrôle des installations et de l'utilisation du matériel subventionné par les fonctionnaires désignés par le ministre.

Art. 5. Peu seul être subventionné l'achat de matériel destiné à la pratique d'une discipline sportive ou d'une activité de plein air à l'exception des équipements ou des accessoires qui, en raison de leur nature même, sont d'utilisation de courte durée ainsi que les équipements personnels ou considérés comme tels, nécessaires aux pratiquants.

Art. 6. Le montant de la subvention est fixé à cinquante pour cent de la valeur du matériel estimée par le ministre ou son délégué, déduction faite de toute autre aide de l'Etat se rapportant au même objectif. Il n'est pas accordé de subventions pour des achats d'une valeur inférieure à un montant fixé par le ministre.

Dans chaque cas, le ministre ou son délégué peut déterminer le type, la qualité, la quantité et le prix maximum du matériel susceptible d'être subventionné; il tient compte des activités sportives réellement pratiquées par le demandeur et du matériel sportif déjà détenu par ce dernier; il peut fixer le montant forfaitaire d'intervention; il peut également refuser l'intervention pour l'achat de matériel ne répondant pas aux dispositions de l'article 5 susvisé.

Art. 7. Un prêt d'un montant égal à la subvention accordée, conformément aux dispositions de l'article 6 du présent arrêté, peut être consenti à charge du secteur francophone du Fonds National des Sports, selon les conditions et modalités arrêtées par le ministre, aux groupements sportifs visés à l'article 3, 3° à 6°. Ce prêt d'une durée maximum de cinq ans, est remboursable sans intérêt.

Art. 8. Pendant une période de dix ans, à dater du paiement de la subvention, le bénéficiaire ne peut ni céder, ni prêter le matériel sans l'accord du ministre ou de son délégué; il possède toutefois la pleine jouissance du matériel et en supporte la totalité des frais d'entretien et de réparation; il assume l'entière responsabilité de son utilisation et de sa bonne conservation. En cas de dissolution, l'organisme bénéficiaire, durant la période visée à l'alinéa précédent, est tenu d'en aviser immédiatement l'administration. Cette dernière sera également immédiatement informée de la disparition ou de la destruction totale du matériel subventionné.

Le ministre fixe les modalités de remboursement de la subvention et du prêt éventuel dans le cas faisant l'objet de l'alinéa précédent; il détermine les conditions de reprise du matériel par l'Administration.

Art. 9. Le ministre détermine la procédure à suivre pour l'introduction et l'examen des demandes de subventions ou de prêts ainsi que pour la liquidation de celles-ci.

Art. 10. Les subventions et prêts octroyés pour l'achat de matériel sportif avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté restent soumis aux conditions du règlement qui a servi de base à leur octroi.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le premier avril 1982.

Bruxelles, le 10 mars 1982.

Pour l'Exécutif de la Communauté française:

Le Ministre-Président,

Ph. MOUREAUX

VERTALING

EXECUTIEVE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 82 — 762

10 MAART 1982. — Besluit van de Executieve tot vaststelling van de toekenningsvoorwaarden van subsidies voor de aankoop van sportmaterieel

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 59bis van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, inzonderheid artikel 74, 3°, alinea 21;

Gelet op de wet van 26 juni 1963 betreffende de aanmoediging van de lichamelijke opvoeding, van de sportbeoefening en het openluchtlevens, evenals het toezicht op de ondernemingen die wedstrijden van weddenschappen op sportuitslagen organiseren, zoals zij werd gewijzigd door de wetten van 4 juni 1971 en 28 december 1973, inzonderheid artikel 10;

Gelet op het advies van de Inspectie der Financiën op datum van 6 februari 1981;

Gelet op het advies van de Franse sectie van de Hoge Raad voor de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens gegeven op 7 oktober 1981;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 en inzonderheid artikel 3, eerste lid, zoals het werd gewijzigd bij artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gerechtvaardigd door het gebrek aan reglementaire bepalingen op dit gebied en het belang deze maatregelen zo spoedig mogelijk te treffen aangezien de talrijke ingediende subsidie-aanvragen;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 februari 1982 houdende de regeling van de ondertekening der akten van de Executieve;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap en gelet op de beraadslaging van de Executieve van 23 februari 1982,

Besluiten Wij :

Artikel 1. In de zin van dit besluit, dient te worden verstaan door :

1° « Minister », het lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap dat de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens in zijn bevoegdheid heeft;

2° « Administratie », het Bestuur voor Lichamelijke Opvoeding, Sport en Openluchtlevens dat onder de Executieve van de Franse Gemeenschap ressorteert;

Art. 2. De Minister of zijn afgevaardigde mogen, binnen de beperkingen van de kredieten die hiervoor zijn voorzien op de begroting van de uitgaven van de franstalige afdeling van het Nationaal Sportfonds, subsidies toekennen voor de aankoop van sportmaterieel teneinde de beoefening van sportactiviteiten in de Franse Gemeenschap te begunstigen. Binnen dezelfde beperkingen mogen zij een aanvullende lening aan deze subsidies toestaan.

Art. 3. Mogen van deze subsidies genieten :

1° de openbare besturen, of de verenigingen die rechtstreeks of onrechtstreeks van hen, van het franstalige gewest of van het tweetalige gewest van Brussel-Hoofdstad afhankelijk zijn, voor de uitrusting van hun sportinrichtingen;

2° de verenigingen die belast zijn met het beheer van de sportinrichtingen die werden opgericht door de openbare machten of de instellingen van openbaar recht van het franstalige gewest of van het tweetalige gewest Brussel-Hoofdstad;

3° de erkende sportbonden bij toepassing van de bepalingen van het decreet van 22 december 1977 houdende vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de sportbonden evenals van de sportkringen aangesloten bij deze bonden;

4° de bonden, de kringen of de verenigingen van universitair, seclair of parascolair niveau die rechtstreeks of onrechtstreeks afhankelijk zijn van de universiteiten en van de Rijksonderwijsinstellingen of gesubsidieerd zijn door de Staat en die tot het Franse taalstelsel behoren, voor de sportactiviteiten die zij speciaal organiseren voor hun leden buiten de normale lesrooster;

5° de jeugd- en volwassenenorganisaties, erkend door de Minister, voor de sportactiviteiten die zij speciaal organiseren voor hun leden;

6° de organisaties die rechtstreeks of onrechtstreeks van de Belgische strijdkrachten afhankelijk zijn voor de activiteiten die zij in de Duitse Bondsrepubliek speciaal voor hun franssprekende leden organiseren.

Art. 4. Om te mogen genieten van de in artikel 2 bedoelde subsidies, moeten de besturen en de instellingen vervat in artikel 3 van dit besluit beantwoorden of zich verbinden te beantwoorden aan de volgende voorwaarden :

1° geen winstoogmerk nastreven;

2° hun zetel in het franstalige gewest of in het tweetalige gewest Brussel-Hoofdstad of, voor de in artikel 3, 6° van dit besluit bedoelde organisaties, op het grondgebied van de Duitse Bondsrepubliek;

3° een regelmatige boekhouding voeren;

4° een subsidie-aanvraag indienen, voor de aankoop van sportmaterieel, volgens de naar het Bestuur voorgeschreven regels;

5° over inrichtingen beschikken die toelaten op een geldige wijze de sporttak(ken) te beoefenen waarvoor de subsidie-aanvraag werd ingediend en regelmatige werkzaamheden ontwikkelen in deze sporttak(ken) en genoeg beoefenaars tellen;

6° over lokalen beschikken die toelaten het sportmaterieel in goede veiligheids- en bewaringsvoorwaarden in entrepôt op te slaan;

7° het gesubsidieerd sportmaterieel enkel gebruiken voor het doel en onder de voorwaarden bepaald door de subsidie-aanvraag;

8° het toezicht van de inrichtingen en van het gebruik van het gesubsidieerd materieel aanvragen door de ambtenaren die door de Minister werden aangewezen.

Art. 5. Mag enkel worden gesubsidieerd de aankoop van materieel bestemd voor de beoefening van een sporttak of van een activiteit in open lucht behoudens de uitrustingen of onderdelen die, wegens hun aard zelf van kortstondig gebruik zijn evenals de persoonlijke uitrustingen of als dusdanig beschouwd, nodig voor de beoefenaars.

Art. 6. Het bedrag van de subsidie wordt vastgesteld op vijftig procent van de waarde van het materieel dat door de Minister of zijn afgevaardigde wordt geschat, na aftrek van alle andere Staatshulp met betrekking tot hetzelfde voorwerp.

Er wordt geen subsidie toegekend voor aankopen waarvan de prijs lager ligt dan het bedrag door de Minister vastgesteld.

In elk geval mag de Minister of zijn afgevaardigde het type, de kwaliteit, de kwantiteit en de maximale prijs van het materieel bepalen dat in aanmerking kan komen voor subsidie; hij houdt rekening met de werkelijke beoefende sportactiviteiten van de verzoeker en van het reeds in zijn bezit gestelde sportmaterieel; hij mag het forfaitaire bedrag van bemiddeling vaststellen; hij mag eveneens de bemiddeling weigeren voor de aankoop van materieel dat niet beantwoordt aan de bepalingen van bovenvermeld artikel 5.

Art. 7. Een lening gelijk aan het bedrag van de toegekende subsidie, overeenkomstig de bepalingen van artikel 6 van dit besluit, mag worden toegestaan ten laste van de franstalige sector van het Nationaal Sportfonds, volgens de voorwaarden en

de modaliteiten besloten door de Minister, aan de in artikel 3, 3° tot 6° bedoelde sportverenigingen. Deze lening voor een maximale duur van vijf jaar, wordt zonder interest terugbetaald.

Art. 8. Gedurende een periode van tien jaar, van de betaling van de subsidie af, mag de gerechtigde het materieel niet afstaan noch in bruikleen geven zonder het akkoord van de Minister of van zijn afgevaardigde; hij beschikt nochtans vrij over het materieel en staat volledig in voor de onderhouds- en herstellingskosten; hij aanvaardt de volledige verantwoordelijkheid voor het gebruik en voor goede bewaring. In geval van ontbinding, dient de gerechtigde vereniging, gedurende de in bovenvermeld lid bedoelde periode, onmiddellijk het Bestuur te waarschuwen. Deze laatste zal eveneens worden verwittigd bij verdwijning of bij totale vernieling van het gesubsidieerde materieel.

De Minister stelt de modaliteiten van terugbetaling vast van de subsidie en van de eventuele lening in het geval dat in bovenvermeld lid werd aangehaald; hij bepaalt de terugbetalingsvoorwaarden van het materieel door de Administratie.

Art. 9. De Minister bepaalt de te volgen weg voor het indienen en onderzoeken van de subsidie- of voorschotsaanvragen evenals voor de vereffening daarvan.

Art. 10. De subsidies en de voorschotten toegekend voor de aankoop van sportmaterieel vóór de datum van het in werking treden van dit besluit blijven onderworpen aan de voorwaarden van het reglement dat als basis heeft gediend voor hun toekenning.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 april 1982.

Brussel, 10 maart 1982.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,

Ph. MOUREAUX

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN FINANCIËN

Nationale Orden. — Bevorderingen. — Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 26 april 1982 wordt de heer Alloo, R., beheerder-lid van het Directiecomité van de Generale Bankmaatschappij tot Commandeur in de Orde van Leopold II benoemd. Hij zal van 26 april 1982 af zijn rang in de Orde innemen.

Bij koninklijk besluit van 26 april 1982 wordt de heer d'Oreye de Lantremange (Ridder), L.C., afgevaardigd beheerder en directeur-generaal van de Antwerpse Maatschappij van Deposito's en Hypotheken n.v. tot Commandeur in de Kroonorde benoemd. Hij zal van 26 april 1982 af zijn rang in de Orde innemen.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

Brussel. — Gemeentepersoneel Overname van beheer, formatie en weddeschaal Vernietiging en niet-goedkeuring

Bij koninklijk besluit d.d. 10 maart 1982, genomen krachtens de artikelen 84, § 1 en 87 van de gemeentewet, artikel 71 van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, gewijzigd door artikel 3 van de wet van 27 juli 1961, artikel 56 van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten, de wet tot oprichting van voorlopige gemeenschaps- en gewestinstellingen, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 20 juli 1979 :

1° is vernietigd omdat zij het algemeen belang schaadt, de beslissing d.d. 21 december 1981 van de gemeenteraad van Brussel voor wat betreft de bepalingen inzake de overname van het technisch beheer van de « Baden Brussel » en de modaliteiten inzake werving van het personeel.

2° is bovenvermelde beslissing niet goedgekeurd voor wat betreft de bepalingen inzake de personeelsformatie en de weddeschaal van de geschoolde werklieden-elektriciens.

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DES FINANCES

Ordres nationaux. — Promotions. — Nominations

Par arrêté royal du 26 avril 1982, M. Alloo, R., administrateur-membre du Comité de Direction de la Société Générale de Banque est nommé au grade de Commandeur de l'Ordre de Léopold II. Il prendra rang dans l'Ordre à partir du 26 avril 1982.

Par arrêté royal du 26 avril 1982, M. d'Oreye de Lantremange (Chevalier), L.C., administrateur-délégué et directeur général de la Société anversoise de Dépôts et d'Hypothèques s.a. est nommé au grade de commandeur de l'Ordre de la Couronne. Il prendra rang dans l'Ordre à partir du 26 avril 1982.

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

Bruxelles. — Personnel communal Reprise de gestion, cadre et échelle de traitements Annulation et non-approbation

Un arrêté royal du 10 mars 1982, pris en vertu des articles 84, § 1 et 87 de la loi communale, de l'article 71 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier modifié par l'article 3 de la loi du 27 juillet 1961, et de l'article 56 de la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes, de la loi créant des institutions communautaires et régionales provisoires, coordonné par arrêté royal du 20 juillet 1971 :

1° annule pour lésion de l'intérêt général, la délibération du 21 décembre 1981 du conseil communal, de Bruxelles pour ce qui a trait aux dispositions relatives à la reprise de la gestion technique des « Bains de Bruxelles » et aux modalités de recrutement du personnel.

2° n'approuve pas la délibération susmentionnée pour ce qui concerne les dispositions relatives au cadre du personnel et à l'échelle de traitements des ouvriers qualifiés électriciens.